

CONCEPTION, GESTION ET MAINTENANCE DE L'OFFRE STAND D'EXPOSITION DE L'INPI EN VUE DE SA PARTICIPATION A DIVERS SALONS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	3
3	ALLOTISSEMENT.....	3
4	DURÉE DU MARCHÉ.....	3
6	BONS DE COMMANDE.....	4
7	VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	4
8	PRIX DES PRESTATIONS.....	4
9	VARIATION DANS LES PRIX.....	5
10	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
11	AVANCE.....	6
12	PENALITÉS.....	7
13	CESSION DE CRÉANCE.....	7
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	7
15	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	8
16	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	8
17	CONFIDENTIALITÉ.....	8
18	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	9
19	DOCUMENTS À PRODUIRE.....	9
20	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	9
21	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITÉ.....	10
22	RÉSILIATION.....	10
23	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	11
24	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
25	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	11

1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la conception, la gestion et la maintenance de l'offre stand d'exposition de l'INPI en vue de sa participation à divers salons.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents en application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 140 000 euros HT.

3 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article R.2113-2 du Code, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

4 DUREE DU MARCHÉ

4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il sera reconduit tacitement par périodes d'un (1) an. Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire ne puisse la refuser.

4.2 Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans chaque bon de commande.

Elle pourra se prolonger au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, dans le respect de l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques pour l'attribution d'un nouvel accord-cadre.

5 MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Pour chaque marché subséquent lancé par l'INPI, le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de déposer une offre financière. A défaut, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 12 du présent C.C.A.P.

Les marchés subséquents seront conclus de la manière suivante :

Au fur et à mesure des besoins, l'INPI transmettra un marché subséquent comprenant un bordereau des prix unitaires (B.P.U.) et la liste des prestations à réaliser, et si cela s'avère nécessaire, un cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et/ou un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Si le C.C.A.P. et/ou le C.C.T.P. ne sont pas transmis, les conditions contractuelles prévues dans le CCAP et le CCTP de l'accord-cadre sont applicables.

Le titulaire devra transmettre le BPU renseigné dans le délai qui lui sera demandé.

Un bon de commande sera émis sur la base du BPU transmis dans le cadre du marché subséquent, dans la limite du montant maximum annuel.

L'offre du titulaire doit nécessairement respecter les prix plafonds du BPU de l'accord-cadre ainsi que ses engagements techniques.

6 BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera, a minima, les informations suivantes :

- les références du marché subséquent ;
- la date et le numéro de la commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée du marché subséquent ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix unitaires ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution.

Les bons de commande pourront être établis pendant toute la durée du marché.

Ils seront notifiés électroniquement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.

Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

7 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les dispositions relatives aux vérifications quantitatives et qualitatives prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

8 PRIX DES PRESTATIONS

8.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix communiqués par le titulaire dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

8.2 Prix des marchés subséquents

Les prix sont ceux proposés par le titulaire attributaire dans le BPU du marché subséquent, dans le respect du BPU plafonds de l'accord-cadre.

8.3 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont présentés hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à leur exécution.

9 VARIATION DANS LES PRIX

9.1 Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix mentionnés au Bordereau des Prix Unitaires Plafonds de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution des marchés et révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donnée par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \frac{IPP}{IPPo}$$

Dans laquelle :

- IPPo est la valeur, au mois zéro, de l'indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication – Base 2021 (identifiant INSEE 010766583)
- IPP est la valeur de cet indice au quatrième mois précédant la date de demande de révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

Dans chaque marché subséquent le titulaire renseigne au bordereau des prix les prix plafonds révisés le cas échéant.

9.2 Clause de sauvegarde pour les prix révisables

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

10 REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Remise des factures à l'INPI

10.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro seront précisées dans le courrier de notification au titulaire du marché.

Elles devront figurer dans l'en-tête de chaque demande de paiement.

10.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- les références du marché subséquent,
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

10.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

10.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

11 AVANCE

Chaque marché subséquent prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique.

L'avance est égale à 5 % du montant T.T.C. du bon de commande. Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10% conformément au troisième alinéa de l'article R. 2191-7 du même code.

12 PENALITES

12.1 Dispositions générales

Préalablement à l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables quel que soit leur montant, sans montant plancher. Aucun plafonnement ni de dérogation automatique ne sont prévus.

12.2 Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités en cas de retard imputable au prestataire, applicables en cas de non-respect des délais annoncés dans les CCTP propres à chaque marché subséquent ou dans chaque bon de commande s'élèveront à quatre cents (400) euros par jour ouvré de retard.

12.3 Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent

En cas d'absence de réponse lors de la consultation pour un marché subséquent, sans qu'une justification satisfaisante n'ait été fournie, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de mille (1 000) euros par consultation, donnant lieu à l'émission d'un titre de recette.

12.4 Travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées aux titulaires, d'un montant égal à mille (1 000) euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

13 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

14.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

14.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

15 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au Titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

16 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire doit respecter la protection des données à caractère personnel en conformité avec l'article 5 du CCAG-FCS.

17 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

18 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

19 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

20 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

21 CLAUSE DE NON EXCLUSIVITÉ

Par ailleurs, l'INPI peut décider, sans que cela ne revête une obligation, de recourir à un support contractuel distinct lorsque l'aménagement du stand est inclus dans l'offre d'adhésion du salon.

Cette non-exclusivité concerne les salons limitativement énumérés ci-après :

- Go Paris ;
- Go Lyon ;
- Made in France.

Le recours par l'INPI aux cas de non exclusivité susmentionnés ne saurait donner lieu à une quelconque indemnisation des titulaires.

22 RÉSILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 7 du CCAG-FCS.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

22.1 Résiliation pour inexactitude des renseignements communiqués

L'INPI pourra résilier l'accord-cadre au tort exclusif de l'un des titulaires en cas d'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures.

La résiliation interviendra après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que l'attributaire ne puisse prétendre à une indemnité.

22.2 Suite à une résiliation pour faute d'un marché subséquent

L'INPI peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'Accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le Bénéficiaire.

22.3 Résiliation encourue en cas de non-respect par l'un des titulaires de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation du marché dans les conditions suivantes :

Lorsque l'INPI est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter à l'INPI la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

23 RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

24 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

25 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG FCS au(x)quel(s) il est dérogé
9.1	10.2.3
12	14.1 14.1.3

L'acte d'engagement (A.E.) déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'A.E. par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1